

Burundi : un projet pour "booster" la productivité animale dans trois provinces

@rib News, 21/12/2016 - Source Xinhua Le ministre burundais de l'Agriculture et de l'Elevage, Déo-Guide Rurema (photo) , et la représentante intérimaire de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Burundi, Rym Ben Zid, ont coprésidé mercredi à Bujumbura une cérémonie de démarrage d'un projet pour stimuler la productivité animale dans les provinces de Gitega (centre), de Ngozi (nord) et de Bururi (Sud). La consommation annuelle des produits d'élevage par habitant reste "faible" au Burundi, a indiqué Mme Zid lors du lancement de ce projet dénommé "Contribution de la productivité animale à travers l'amélioration du bétail auprès des ménages" et dont l'exécution sera appuyée par la FAO.

"En effet, la consommation ad hoc est estimée à 12.8 kg, dont environ 3.4 kg de viande, 9.4 litres de lait et deux œufs, alors que les besoins sont estimés à 18 g de protéines animales par jour et par personne, soit environ 91.25 g de viande par jour", a précisé Mme Zid. A ses yeux, les faibles performances des animaux "domestiques" au Burundi sont dues à l'insuffisance alimentaire, aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif, en plus de la faible maîtrise des autres facteurs de production, comme l'hygiène et la santé. Car, a-t-elle fait remarquer, au Burundi, l'élevage est l'un des secteurs clés de la vie nationale, dans la mesure où elle contribue à hauteur de 14% du produit intérieur brut (PIB) et 29% du PIB agricole. Ce projet "vient à point nommé", a-t-elle ajouté avant de souligner que le Burundi est l'un des pays sub-sahariens où le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et d'enfants malnutris est en augmentation. "Ici les chiffres parlent d'eux-mêmes : le taux de malnutrition chronique est de 59%, voire même 68% dans certaines zones du pays, avec pour effets pervers des entraves aux ménages ruraux du Burundi en ce qui concerne l'accès à une alimentation de qualité suffisante", a-t-elle expliqué. Pour sa part, M. Rurema a plaidé pour une "synergie et une collaboration efficace entre toutes les parties prenantes" pour mieux conduire ce projet dans l'intérêt "supérieur" du développement socio-économique des familles résidant dans les trois entités provinciales pilotes ci-haut citées. L'agriculture et l'élevage constituent "la priorité des priorités", a-t-il souligné en laissant entendre que c'est dans cet esprit que s'inscrivent les efforts menés pour la redynamisation du secteur pastoral. Dans ce cadre, le ministre a cité notamment le repeuplement du cheptel par l'importation et la distribution à travers la "chaîne de solidarité communautaire", la réhabilitation et le repeuplement des stations de recherche de l'Etat de Mahwa (sud) et de Rukoko (ouest) en race pure de bovins, la promotion de l'insémination artificielle et l'augmentation de l'utilisation des produits zoo-sanitaires. "Force est de constater que l'offre des produits laitiers, de la viande et des œufs reste de nos jours très insuffisante face à la demande croissante, car en effet, les éleveurs se plaignent de l'insuffisance en qualité et en quantité du fourrage et que les aliments dits concentrés du bétail sont rares et chers", a-t-il renchéri. M. Rurema a reconnu que le secteur burundais fait face également à pas mal de défis. C'est entre autres l'incapacité d'une "immense" majorité des éleveurs pour nourrir leur bétail pendant la saison sèche, le manque de moyen pour la conservation des aliments, et la montée "vertigineuse" des prix du maïs, première matière dans la fabrication des aliments du gros bétail (vaches). Pour leur part, les professionnels du secteur de l'élevage conviés à cette cérémonie ont déploré le manque des unités de production des aliments de bétail tenues par des nutritionnistes qualifiés en la matière, les contraintes incarnées par l'omniprésence d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui pèse sur le coût des aliments importés pour le bétail. Cette TVA, ont-ils plaidé, devrait être annulée à travers la prise d'une mesure gouvernementale portant sur l'octroi de son exonération sur les produits d'élevage au Burundi. Ils ont recommandé également la suppression de la TVA sur intrants agricoles et d'élevage sur la vente des aliments pour le bétail, la participation des éleveurs dans la prise des décisions relatives aux politiques et stratégies de développement de ce secteur par la redynamisation du cadre des échanges. Signalons que le budget alloué pour ce projet dont l'exécution est prévue sur une durée de deux ans, est estimé à 380 mille de dollars.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});